

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 335

Artikel: Sauver Genève et sa campagne : la [i.e. le] droite dans le brouillard
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028818>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un dernier moyen de riposter

Comment s'étonner dans ces conditions que deux initiatives populaires soient déposées — l'une contre le bruit, l'autre contre les gaz d'échappement. On dira que cette matière n'est pas constitutionnelle, que les pouvoirs publics sont surchargés, que n'importe qui demande n'importe quoi, qu'on abuse de la démocratie; c'est pourtant le dernier moyen pour ceux qui prennent au sérieux la qualité de la vie de se faire entendre; le moyen surtout de donner au citoyen une autre information que celle monopolisée et manipulée par l'administration et les « lobbies » de tous genres.

Aux dernières nouvelles la seule réponse qui soit parvenue de Berne est un projet visant à augmenter le nombre des signatures nécessaires pour l'exercice des droits populaires...

Sauver Genève et sa campagne: la droite dans le brouillard

En aucun canton suisse, sinon à Bâle-Ville, les problèmes posés par la dégradation de l'environnement ne pèsent autant sur la vie politique qu'à Genève. Il n'est de semaine où l'opinion publique ne soit sensibilisée à une nouvelle menace contre une cité, attaquée simultanément par la spéculation et l'automobile, à une nouvelle menace contre une maigre campagne rongée par des autoroutes, par l'aéroport et bientôt peut-être par l'usine nucléaire de Verbois.

Les Bâlois ont voté avec leurs pieds (émigration) et pour faire face à la dépopulation leur gouvernement lance aujourd'hui un effort sans précédent pour rendre la ville attractive et y faire revenir ceux qui ont élu domicile au-delà des frontières cantonales tout en continuant à travailler dans le centre urbain.

L'absence de parti écologique

Les Genevois n'en sont pas là; fait plus étonnant, ils n'ont même pas tenté de créer un parti écolo-

gique à l'instar des Fribourgeois, des Lausannois, des Neuchâtelois. On peut se demander quelle forme politique prennent alors leurs préoccupations dans ce domaine, de quelle manière les partis notamment les prennent en charge.

Passons donc les formations concernées en revue ! La réponse des trois partis majoritaires de la droite classique aux besoins écologiques de leur électorat est tout qu'originale : des slogans vigoureux, des commissions d'études, et le tour est joué... une position assez généralement négative sur les problèmes importants de l'heure est ainsi camouflée avec les moyens du bord; on se souvient pourtant de tests récents où la droite n'a pas pu cacher son vrai visage : référendum contre l'extension de l'aéroport, contre l'autoroute périphérique, campagne contre l'usine nucléaire de Verbois ou pour une priorité de principe aux transports publics, augmentation du budget de ces derniers...

Un slogan comme « Oui à la qualité de la vie, oui à l'agrandissement de l'aéroport » lancé par le PDC à l'époque illustre bien cette dialectique un peu particulière !

Normale pour le parti radical dont la clientèle ne semble pas encore vraiment sensibilisée à ces problèmes, cette attitude étonne déjà davantage de la part des libéraux. Peut-être faut-il voir là le poids des responsabilités gouvernementales et de la présence de M. Jaques Vernet à la tête du Département des travaux publics. Dans ce domaine, il faut en effet un esprit résolument imaginatif et non-conformiste pour résister à la tentation de faire rimer systématiquement « efficacité » et « mètres cubes de béton coulés ».

Le parti démocrate-chrétien, lui, n'est à ce chapitre pas univoque : deux députés, membres de l'Institut de la vie, poursuivent en son sein un combat que les échecs ne ralentissent pas et qui, à l'occasion, débouche sur un succès (loi sur l'amélioration de principe des transports publics).

L'extrême-droite a, elle, une position plus claire sur tous les objets disputés : les Vigilants apparentés aux xénophobes de M. Schwarzenbach

trouvent dans le maintien de certains équilibres naturels un calmant à leur angoisse devant l'évolution d'un monde sur lequel ils n'ont pas prise. En fait, c'est à gauche qu'apparaissent les partis sans les plus convaincus d'un développement global de la ville et du canton, développement fondé sur un ensemble d'exigences prioritaires (économie, qualité de la vie, court terme, long terme) et non plus sur la seule croissance économique à court terme.

Le camp des socialistes

Qu'il s'agisse de référendums, d'initiatives populaires ou de votes au Parlement, les socialistes se sont trouvés dans le même camp que les organisations de défense de la ville et de l'environnement ; ils furent même parfois à l'origine de la riposte.

On a pu craindre un instant qu'ils n'aient à subir des pressions semblables à celles que nous avons relevées dans le cas des libéraux, et ce à cause du poids de la présence d'un socialiste (Claude Ketterer) à la tête du dicastère des Travaux de la Ville de Genève ; ce fut le conflit des Minoteries, ce soulèvement de tout un quartier pour la défense d'un espace vert ; la suite montra que cet accident regrettable n'était pas caractéristique d'une politique qui s'affirme axée essentiellement sur le respect des densités acceptables et sur la création d'espaces verts.

Le poids de l'économisme

Sur bien des points, le Parti du travail rejoint l'attitude socialiste. Parfois cependant, l'économisme l'emporte (à moins que l'âge de la majorité des dirigeants n'ait joué là un rôle déterminant). Les déclarations de Jean Vincent ont vulgarisé l'appui de son parti à la construction de centrales nucléaires, et le récent vote sur l'autoroute périphérique a vu s'abstenir le PdT (relance oblige) après qu'il ait clairement appuyé le lancement du référendum...

● SUITE ET FIN AU VERSO

Sauver Genève et sa campagne (SUITE ET FIN)

Ainsi, les partis s'opposant et faisant le peuple juge de leur différend à chaque objet de quelque importance, les problèmes de l'environnement, dans la vie politique genevoise, n'ont pu se dissoudre simplement comme ailleurs dans une attitude contradictoire où les principes sont largement approuvés tandis que stagnent les solutions pratiques. Mais il y a plus fondamental : l'irruption de l'écologie a fécondé l'analyse des partis qui, tels le Parti socialiste, ont voulu en assumer les exigences ; elle a ainsi fait éclater une définition trop souvent unidimensionnelle et étroitement économiste de l'homme aliéné ; elle a redonné l'initiative à des groupes de base, décidés à ne pas remettre leurs destins à d'autres, mais prêts à considérer les partis comme des relais indispensables vers les décisions politiques.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Il y a trente ans, le fascisme à Lausanne

De Claude Cantini, je viens de lire avec intérêt une petite histoire du fascisme italien à Lausanne (extrait de la revue « Italia contemporanea » : « Per una storia del fascismo italiano a Losanna »). Des choses que je savais — dans les années 30, j'habitais au bas du Valentin, non loin de la « Casa d'Italia » — d'autres que je ne savais pas ou que j'avais oubliées.

Par exemple, cette déclaration de 1924 du conseiller fédéral Motta : « Le fascisme est un phénomène grandiose de la politique italienne actuelle ». Ou encore : « Le mouvement fasciste, qui a restauré en Italie la paix sociale, la discipline et les autres valeurs spirituelles, a été accueilli en Suisse avec sympathie ». (Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Berne 1924).

(Le même Motta se trouvait par hasard à Genève en novembre 1932. Entendant le bruit de l'émeute et les coups de feu, il dit paraît-il : « Eloignons-nous : ce n'est pas ici la place d'un conseiller fédéral... »).

Après tout, c'était en 1924, et jusqu'à l'affaire d'Abyssinie, dix ans plus tard...

Mussolini à l'Université

Plus surprenante, la remise à Mussolini du titre de « docteur *honoris causa* » de l'Université de Lausanne en 1937 — c'est-à-dire après la conquête de l'Ethiopie et dans un temps où l'Italie fasciste prenait une part décisive à l'assassinat de la République espagnole... A se demander si le « Nouvelliste valaisan » n'a pas raison et si nous ne sommes pas quelquefois portés à faire fi de notre neutralité ! Mais non, le « Nouvelliste » est trop pessimiste : en 1929, par exemple, le Conseil fédéral interdisait à l'écrivain Salvemini (« Memorie di un fuoriuscito »), exilé à Londres, de faire une conférence à Lugano devant la Société Manzoni.

A lire Claude Cantini, on se persuade que M. Schwarzenbach n'avait que peu d'adeptes durant l'entre-deux-guerres : on compte à Lausanne en 1920, sur 68 000 habitants, 4 400 Italiens ; 4 900 en 1930 ; 3 575 encore en 1941, alors que la guerre en a rappelé bon nombre en Italie. Ils peuvent lire chaque semaine « Le fasciste suisse » (édition en allemand et en italien), qui précède de peu la fondation en novembre 1933 de la Fédération fasciste du canton de Vaud et de la Fédération fasciste suisse de Rome, dont le premier congrès, en décembre 1933 à Lausanne, élit le colonel Arthur Fonjallaz à la tête du « Fascisme suisse »...

Une initiative

Le tout culminera en 1937 avec le lancement par l'Action helvétique (Front national, Heimatwehr, Volksbund, Union nationale) d'une initiative demandant l'interdiction des Loges maçonniques... Repoussée par 515 000 voix contre 235 000 !

Il faut souhaiter que les vingt-cinq pages de Claude Cantini soient traduites en français.

A propos : si j'étais vous, je lirais sans plus tarder d'Emile Ajar, « Devant soi la Vie » (Mercure de France). C'est la bouleversante histoire d'une vieille Juive qui a adopté un petit Arabe — voilà dix ans que je n'avais rien lu d'aussi émouvant.

J. C.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Des candidats au travail

« *Leserzeitung* » (15), qui vient de passer le cap des 3000 abonnés, s'est penché sur l'activité professionnelle des 1948 candidats qui, sur 171 listes, espèrent entrer au Conseil national. L'article contient 15 tableaux analysant les professions des candidats des 15 partis : Parti démocrate-chrétien, Parti socialiste suisse, Union démocratique du centre, Républicains de Schwarzenbach (MNA, Vigilance), Action nationale, Alliance des indépendants, Parti radical-démocratique, Parti évangélique populaire, Organisations progressistes (POCH), Parti du travail et POP, Ligue marxiste-révolutionnaire (LMR), Liste de femmes de Zurich, Parti libéral-démocratique (LIDUS), Team 67 d'Argovie, Parti chrétien-social. Team 67 présente le moins de candidats (13) et le Parti radical démocratique le plus (286). (Au total ce sont 1767 candidats, dont 278 femmes qui sont détaillés, car « *Leserzeitung* » n'a pas analysé quelques listes de caractère local et celles des cantons où il n'y a qu'un siège à pourvoir).

Les groupes professionnels mentionnés sont au nombre de 12, mais tous ne sont pas exactement représentés dans les proportions qu'ils ont dans la population. Si nous tenons compte des deux groupes professionnels les plus représentés dans chaque parti, nous obtenons les données sui-